

# Ukraine

## L'érosion de l'architecture européenne de sécurité et La guerre en Ukrain

### En conversation avec Friedrich Glasl

**A**u sixième jour de l'attaque russe sur l'Ukraine, André Bleicher (AB) et Stefan Padberg (SP) s'entretenaient avec l'investigateur des conflits Friedrich Glasl sur l'histoire antérieure de cette guerre et sur de possibles issues pour en sortir.

*SP: Je voudrais remettre en mémoire pour commencer l'évolution de l'ordre sécuritaire européen depuis 1990 (voir les cadres colorés) et son érosion. En considérant le passé on doit constater que dans les années 1990, il y avait un accord relativement positif entre la Russie et l'OTAN. Outre la Charte de Paris et le traité 2-plus-4, on avait conclu un traité sur les Forces armées Conventionnelles en Europe (Traité FCE), dans lequel on réglait beaucoup en relation avec le démantèlement des systèmes d'armes. Dans la guerre de l'OTAN contre la Serbie, à cause du Kosovo, la Russie avait certes pris ses distances en raison de ses traditionnelles bonnes relations avec la Serbie. Néanmoins la Russie put être associée dans la surveillance du respect de l'Accord de Dayton. Même lorsque la Pologne, la République tchèque et la Hongrie ont rejoint l'OTAN en 1999, l'Acte fondateur OTAN-Russie a réussi à intégrer la Russie et à obtenir l'approbation de la première expansion de l'OTAN vers l'Est.*

*En 1999 la charte de la sécurité européenne fut signée dans laquelle il est stipulé : chaque état a le droit de rejoindre une alliance ou de rester neutre. Il s'y trouve non-obstant stipulé également que les États doivent respecter les intérêts de sécurité de chacun et ne pas renforcer leur sécurité au dépend des autres états. Moscou dit aujourd'hui que ce point n'a pas été pris en compte par la suite.*

*Le tournant, dans les relations entre la Russie et l'OTAN est lié selon moi, avec les attentats du 9 septembre 2001. L'administration Bush commença à transposer peu après son paradigme unilatéral du "New American Century" et ne voyait plus pour cette raison la nécessité de s'accorder avec la Russie en Europe. L'accord d'ajustement au traité FCE, dont les négociations étaient déjà achevées, en fut la première victime. Le traité FCE réglait les limites supérieures d'armement, mais en étant référé aux blocs. Par la dissolution du Pacte de Varsovie ainsi que de l'Union soviétique, cela n'avait plus de sens de fixer des li*

## Déclaration au sujet de la guerre d'agression sur l'Ukraine

Depuis le 24 février 2022 l'Ukraine est attaquée par l'armée russe sur l'ordre de Vladimir Poutine — avec des conséquences dévastatrices pour les êtres humains directement concernés par cette guerre. L'attaque perpétrée contre l'Ukraine est contraire aux droits des peuples et n'est en rien à justifier. La guerre, la violence ou la menace ne sont pas des moyens d'une confrontation politique. Au plus important il importe de mettre fin aux combats et de revenir à la table des négociations, ainsi que de l'organisation de l'aide aux personnes touchées.

Notre solidarité vaut pour tous ceux qui souffrent du fait de cette guerre, c'est égal de quel côté ils se trouvent, mais aussi à l'égard de tous ceux qui se positionnent contre cette guerre et œuvrent à des solutions de paix. Les gens en Russie ne sont pas nos ennemis, quand bien même la solidarité avec l'Ukraine est absolument proposée actuellement, que des réfugiés sont recueillis et aidés, que des sanctions sont infligées et que l'auto-défense de l'Ukraine est renforcée. À cette occasion, nous ne devons pas suivre la logique de l'escalade.

Par le changement climatique nous nous trouvons, en tant que communauté humaine, devant des défis globaux menaçant notre existence. Que nous ne pourrions maîtriser que si tous les êtres humains, tous les états et tous les peuples collaborent. Une rechute dans un penser dualiste ami-ennemi n'est en aucune façon secourable. Pour maîtriser les conséquences de ce conflit, nous préconisons des enquêtes au sujet de la manière de s'y prendre de la Russie, mais aussi de celle de l'Ouest avec les conflits et les confrontations guerrières durant ces trente dernières années. Un débat public est à présent proposé sur une nouvelle architecture de sécurité européenne.

Stuttgart, le 15 mars 2022

André Bleicher, Wolfgang Rau, Stefan Padberg

*mites supérieures d'armement référencées aux blocs, de sorte que le traité devait être adapté à la nouvelle situation. Des limites supérieures d'armement devaient être fixées pour les états individuels. Ce traité FCE modifié, les USA ne l'ont jamais ratifié. La Russie l'a ratifié par contre et s'y est conformée.*

## L'architecture de sécurité de l'Europe...

### 1987 Traité-INF (*Intermediate- and Shorter-Range Nuclear Forces*)

Destruction de tous les 2700 missiles de moyenne portée. La Russie et les USA détruisent en outre volontairement une grande partie de leurs armes atomiques tactiques.

### 1990 Charte de Paris

Base d'un autre ordre européen de sécurité, démocratie, qualité d'état de droit, et coopération globale en matière de sécurité sont garanties, partenariat de sécurité entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

### 1990 Traité Deux-plus Quatre

L'Allemagne s'engage à ne stationner aucunes armes atomiques et aucunes troupes étrangères à Berlin et dans les nouveaux *Länder* fédéraux.

### 1990 Traité sur les Forces armées Conventionnelles en Europe (Traité FCE)

Instauration d'un équilibre militaire entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie au niveau inférieur. Élimination des capacités d'attaques régionales par surprise et des agressions organisées à grande échelle.

Jusqu'en 1996, presque 60 000 systèmes d'armes massives furent détruits. La Russie et l'Allemagne en portaient la charge principale.

Il n'entra en vigueur qu'en 1992, au moment où l'Union soviétique et le Pacte de Varsovie étaient déjà dissous. Il était important pour la Russie que le traité limitât l'OTAN sur son état de position de 1990 et garantît la distance géographique avec la Russie.

### 1994 Partenariat pour la paix

Concertation de manœuvres communes, observation réciproque des manœuvres. Outre l'OTAN et la Russie, de nombreux états européens et asiatiques sont parties contractantes.

### 1997 Acte fondamental OTAN-Russie

Renforcement de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe). Accord sur l'adaptation du traité FCE à la nouvelle situation géopolitique (dissolution du Pacte de Varsovie et de l'Union soviétique) : au lieu d'un équilibre de blocs, des plafonds nationaux et territoriaux pour chaque État contractant et une limitation du nombre de troupes stationnées (« L'OTAN ne stationnera aucunes troupes de combat substantielles additionnelles, aucunes armes atomiques dans les pays entrés dans l'OTAN »).

*En 2002, les USA ont résilié le traité ABM (Anti Ballistic Missiles) et au lieu de cela, ils ont stationné des missiles à moyenne portée à l'est de l'Europe, apparemment contre l'Iran. En 2008, on en vint à une offre prudente d'entrée dans l'OTAN pour la Géorgie et l'Ukraine. Peu après se produisit une intervention russe en Géorgie. En arrière-plan se trouvait le conflit autour de l'Abkhazie et l'Ossé-*

*tie, des régions de la Géorgie majoritairement peuplées de Russes qui réclamaient l'indépendance et qui étaient en cela soutenues par la Russie. Du côté de l'ouest ce fut interprété comme une modification unilatérale des frontières et comme une violation de l'ordre européen de sécurité.*

*En 2014, dans des circonstances peu claires, on en vint à un changement de gouvernement en Ukraine, et le président, bienveillant à l'égard de la Russie dut s'enfuir. Peu après la Russie occupa la Crimée, et on en vint à des événements semblables à une guerre civile dans les districts de Donetsk et Luhansk qui se déroulèrent selon le modèle semblable à celui de la Géorgie en 2008. Pouvez-vous confirmer pour nous ce tableau ou bien le compléter, s'il vous plaît?*

**FG :** Je me suis rendu à plusieurs reprises jadis en Géorgie. L'Ossétie est encore occupée aujourd'hui par les Russes et l'Abkhazie fut accueillie dans la CEI [Communauté des États Indépendants, *ndt*].

Le gouvernement russe avait violemment protesté contre l'offre d'entrée de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'OTAN. Déjà le discours de Vladimir Poutine à la conférence sur la sécurité de Munich en 2007 fut un signe clair du malaise russe. Il y a donc eu des signes évidents du côté russe: "Pas avec nous!"

Tout ce que vous avez retracé coïncide fondamentalement avec ma critique que le côté occidental, s'y est pris, sinon avec négligence, pour le moins cependant en ignorant ou aussi d'une manière contestable, dans toutes ces évaluations qu'il a eues dans le domaine de l'ordre de la sécurité en Europe. Que soit mentionné pour compléter le partenariat pour la paix, dans le cadre duquel des observateurs réciproques ont été invités à assister aux manœuvres. Tout était véritablement bien engagé.

Cette évolution ne jette aucune bonne lumière sur le côté occidental. J'insiste là-dessus parce que l'ensemble des comptes-rendus, confrontations et polémiques que nous vivons en ce moment en Europe centrale et en Europe de l'est ne reflète aucunement ces choses principalement nulle part. C'est un problème. Actuellement on est rapidement renvoyé dans un certain coin avec le nouveau terme d'insulte de *Poutine-Versteher* [Celui qui "comprend Poutine", *ndt*] et on a ainsi à disposition une *Killerphrase* ["une phrase qui tue", *ndt*] qui n'autorise plus personne à entrer dans le détail de ces choses.

Pour compléter le tableau, il nous faudrait ajouter la manière dont, pour sa part, la partie occidentale contractante s'est comportée dans son ensemble. Le gouvernement russe, et avant tout Poutine, avait la perception qu'il y eut, après la dissolution de l'Union soviétique, un sentiment de triomphe que le capitalisme eût vaincu le communisme. À cela vint se rajouter la marche triomphale du néolibéralisme avec toutes ses unilatéralités et duretés, directement aussi dans la Russie de Eltsine, et la puissance militaire lorsque nous réfléchissons à ce qui s'est passé en Amérique du Sud. Pensons aussi à l'expor-

tation de "l'american way of life" et du modèle de démocratie occidentale ou américaine, où le côté occidental, l'OTAN, les USA et encore d'autres états plus petits se montraient très offensifs. Sous des fondements cousus de fil blanc : 9/11, l'invasion de l'Afghanistan et la guerre du golf, que vous avez évoqués, on a démarré une "croisade contre la terreur" et autres choses du même acabit. À partir de la perspective du gouvernement russe, et de la vision spéciale de Poutine, en premier lieu c'était le partenaire occidental qui avait l'air d'être un agresseur. Lorsqu'on range ainsi les faits les uns à côté des autres, on doit admettre que, dans ces circonstances, des violations éclatantes du droit des peuples et des droits de l'homme se sont passées là.

Ce fut le côté occidental qui, le premier produisit la raison contestable que l'on dût protéger certains groupes déterminés (Kosovo). De telles arguments cousus de fil blanc, Poutine les reprit et pareillement peu après à son profit (Ossétie du sud, Abkhazie, Est de l'Ukraine). Cela eut pour conséquence que le principe du droit des peuples, de l'intangibilité des frontières et des territoires en fut ébranlé. L'interprétation de la nécessité d'une intervention humanitaire, lors de laquelle on pût aussi procéder à une violation de l'intégrité territoriale, a ici *de facto* créé une absence de clarté dans le droit des peuples.

Au sujet de la reconnaissance des "deux républiques populaires" par le gouvernement russe, on doit dire que c'est une violation du droit des peuples. Jusqu'à présent il en allait ainsi qu'une reconnaissance *de jure* n'est possible que si une région s'est trouvée un temps plus long *de facto* sous le contrôle d'un groupe séparatiste. Mais finalement cela n'importait plus à Poutine car il a élargi la revendication russe sur l'ensemble du territoire de ce district administratif, et pas seulement des régions qui se trouvaient sous le contrôle des milices pro-russes. Ceci est aussi une histoire contestable.

À la fin des fins, on n'arrive plus à imputer, où et quand, à quel côté a rompu le droit des peuples. Mais il est important de tirer cela au clair pour ne pas tomber dans une unilatéralité irréfléchie. Car il s'agit à présent de savoir comment en sortir. Avec une imputation unilatérale de la faute dans le sens moral et dans celui des droits des peuples, on ne peut guère avancer.

### L'orientation eurasiennne en Russie

**SP:** *Quels rôles jouaient sur le coté russe des réflexions géopolitiques en relation avec l'Eurasie? Avons-nous, ici à l'ouest, une perception exagérée?*

**FG:** Ce n'est malheureusement pas une présomption. Je me suis souvent rendu en Russie, à Moscou à l'Académie des sciences et autres, pour des raisons professionnelles. Voici 15-20 ans déjà, le recteur de l'université m'avait montré une brochure en anglais sur le concept d'Eurasie que le gouvernement russe, et spécialement la personne

### ... et son érosion...

#### 1998 Guerre de l'OTAN contre la Serbie

La Russie en critiqua son aspect contraire au droit des peuples, mais œuvra à l'élaboration de l'accord de Dayton au sujet du contrôle de l'armement en ex-Yougoslavie ensemble avec l'OTAN.

#### 1999 Premier élargissement de l'OTAN (Pologne, Tchéquie, Hongrie)

La Russie admit l'élargissement oriental de l'OTAN de 1999 sous les conditions de l'acte d'accord de base OTAN-Russie, quoiqu'elle exprimât son opposition aux déclarations orales des ministres des affaires étrangères américain (James Baker) et allemand (Hans-Dietrich Genscher) de 1990, selon lesquelles l'OTAN ne s'élargirait pas plus loin vers l'est après la réunification allemande.

#### 1999 Accord d'adaptation du traité FCE

On devait prendre en compte les changements intervenus des conditions cadres de ce traité (dissolution du pacte de Varsovie et de l'Union soviétique), faciliter l'entrée d'autres états européens dans le traité et contribuer ainsi à une meilleure stabilité militaire en Europe.

#### 1999 Charte de la sécurité européenne

Création d'un espace commun de sécurité identique et indivisible. Chaque état a le droit, d'entrer dans une alliance ou de rester neutre. Les états doivent respecter leurs intérêts de sécurité réciproques et ne pas renforcer leur sécurité, à la charge d'autres états.

#### 2002 Dénonciation du traité ABM par les USA

Moscou évalue cela comme un danger pour la stabilité stratégique.

#### 2004 La Russie ratifie l'accord d'adaptation du traité FCE

#### 2004 Deuxième élargissement oriental de l'OTAN (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Estonie, Lettonie, et Lituanie.

Étant donné que l'accord d'adaptation du traité FCE n'était pas encore en vigueur, ces états n'appartenaient pas au régime du traité FCE. Ainsi naissaient aux frontières de la Russie, pour préciser, dans les états baltes, des espaces potentiels de stationnement militaires de l'alliance non soumis au règlement du contrôle des armements en vigueur. — Avant tout, il n'y avait aucune définition commune de ce que signifiait concrètement : « aucun stationnement substantiel et additionnel de troupes de combat. » Par contre, la Russie avait accepté les obligations correspondantes pour les espaces frontaliers de la Baltique, de la Finlande et de la Pologne.

## ... jusqu'au conflit au sujet de l'Ukraine

**2007 Retrait conformément à l'accord de toutes les troupes russes *peacekeeper* de Géorgie (Abkhazie) et Transnistrie.**

**2007 Les USA mettent en place une « présence militaire constante » en Mer noire (Roumanie et Bulgarie)** laquelle n'avait pas été discutée auparavant dans l'alliance ou bien dans le conseil OTAN-Russie. Ces « troupes de combats » en « rotation » en Roumanie et en Bulgarie, les USA les évaluent comme « non substantielles » quoique les deux états appartinsent au « domaine flanquant à l'est les groupe des états du traité FCE, pour lesquels valent des restrictions et obligations de consultations particulières. »

La Russie a déclaré là-dessus obsolètes ces propres régions qui flanquent dans le haut Nord et dans le Caucase où l'ampleur des troupes russes stationnées sont limitées.

La Russie commence à soutenir de manière informelle les républiques de Géorgie renégates.

**En 2007 accord bilatéral entre les USA, la Pologne et la Tchèque sur le stationnement de systèmes de missiles défensifs « contre l'Iran »**

Moscou évalua cela comme une aggravation du danger pour la stabilité stratégique.

**2007 Discours de Poutine à la Conférence sur la politique de sécurité à Munich**

Poutine critiqua ces évolutions comme rompant les accords de 1997 et 1999 et imputa aux USA de mener une géopolitique au désavantage de la Russie. À la fin de 2007, il suspendit le traité FCE, dont le concept d'égalité était devenu obsolète.

**En 2008 Reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par de nombreux état occidentaux**

Pour la première fois depuis la Charte de Paris, des frontières sont modifiées en Europe après utilisation antérieure de la violence et sans l'accord de Conseil de sécurité de l'ONU. Moscou réagit en revalorisant ses relations informelles avec l'Abkhazie et l'Ossétie du sud.

**2008 Résolution sur l'entrée de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'OTAN**

L'Allemagne et la France empêchèrent un plan d'entrée concret. Elles redoutaient une déstabilisation de l'Ukraine étant donné que la majorité de la population refusait l'alliance. En outre, elles mirent en garde de ne pas franchir la « ligne rouge » de Moscou afin de ne pas mettre en danger la stabilité régionale et la sécurité de l'Europe et de l'OTAN.

Source : Oberst a. D. [Colonel en retraite, *ndt*] Wolfgang Richter : *Europäische Friedens- und Sicherheitsordnung. Von der Kooperation zurück zur Konfrontation ? [Ordres de paix et de sécurité européens. De la coopération retour en arrière vers la confrontation?]* dans : Hans W. Maull (Éditeur), *Auflösung oder Ablösung [Dissolution ou séparation]* SWP-Studie 2017/S21 pp.90-112 [Stiftung Wissenschaft und Politik. Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit. S 21. Dezember 2017. Berlin.]

de Poutine, a défendu comme une alternative pour la Russie en tant que pays européen. Au cours des années, il s'est avéré dans les contacts avec des gens fidèles au gouvernement, qu'ils inclinaient toujours plus vers ce concept. Là-dessus on pourrait dire en effet que ce serait comme l'UE, un espace économique et un système d'alliance de la Russie et de la Chine, ainsi que la Chine avec la route de la soie. Toutes ces choses sont connues, contre lesquelles on ne pouvait rien reprocher la première fois. Seulement du fait que le sentiment naquit de plus en plus, et aussi dans la population russe, que la Russie fût directement afflanquée à la porte de l'Europe. Cela se produisit par divers actes, qui furent ressentis comme décourageants. Si je pense, par exemple, aux *Olympiades de Sotchi*, qui furent *boycotter* par les politiciens de l'ouest — un projet de prestige de premier ordre dans une époque où beaucoup de choses étaient encore possibles. Je sais, par mon travail en Allemagne, qu'en vérité la majorité du peuple russe a ressenti cela comme décourageant. On doit savoir que la majorité du peuple se trouvait complètement derrière la résolution de la *Douma* pour l'annexion de la Crimée. L'accord s'étend jusque dans les élites économiques, politiques et scientifiques, qui ont eu foncièrement des possibilités de connaître la vision européenne ou ukrainienne sur cette question. Navalny, avec toute l'opposition qu'il ressent pour Poutine, a aussi appuyé l'annexion de la Crimée.

### Réarmement mondial en comparaison

Je voudrais renvoyer encore aux chiffres du réarmement mondial, à l'occasion de quoi je prends pour base les données du *SIPRI* [*Stockholm International Peace Research Institute*] de 2020. Si l'on examine l'état de l'armement, et donc la portion dans toutes les dépenses militaires, cela se répartit ainsi: USA 39%, Chine 13 %, L'OTAN 55,7%, Russie 3,1%. Même si le pourcentage russe était fraudé et qu'on le double, une passable différence continue d'exister. Si j'y adjoins les têtes nucléaires, le tableau se tord nettement: USA : 5 550, Russie: 6 255, Chine: 350. En ce qui concerne l'exportation des armes, toujours selon le *SIPRI*, USA 37%, Russie 20%, EU 26%, Chine 5,2%. La Chine a naturellement un besoin propre, c'est pourquoi le chiffre des exportations d'armes est si bas.

Cela aussi appartient à la perception de la sécurité russe. À chaque fois selon la manière dont on polémique, on peut soit renvoyer à tel ou tel autre déséquilibre. Telles ont été les taches aveugles dans toute l'architecture de la sécurité sur tel et tel bord.

### Un rôle positif de l'OSCE

[Organisation pour la Sécurité et de la Coopération en Europe, *ndt*]

Ce que je remarque encore de positif — et cela je l'affirme à partir de mon travail à l'OSCE — La Russie est un membre très actif de l'OSCE et elle a jusqu'à présent toujours accepté, y compris en 2014, le *monitoring* [sur-

veillance ou contrôle, *ndt*] de l'OSCE. Aussi bien en Moldavie ou en Bosnie, ainsi aussi dans le Donetsk et au Lugansk . L'OSCE s'est avérée opérante à la différence des Nations Unies. Et aussi dans le traité de Minsk, les propositions sont toujours venues du côté russe et non pas de l'autre côté.

Le problème c'est à présent qu'on dit toujours, du côté de Poutine: " L'OTAN, à proximité de la frontière russe : s'il vous plaît, c'est un problème! Nous devons discuter là-dessus." C'est tout aussi exactement compréhensible que les Pays Baltes se sentent menacés par la Russie. Ce qui était possible, dans le cadre de l'architecture européenne de la sécurité, n'a pas été repris. Bien au contraire et c'est mon point capital, **le côté occidental n'a cessé de poser des revendications à la Russie et les a ré-pétées de manière permanente.** Ce que Gorbatchev, en 1986, avec Reykjavík, a réussi, pour préciser, en affirmant : " Je fais une proposition de mon côté et j'invite à faire quelque chose en correspondance, mais je ne veux pas rendre la transposition de ma proposition dépendante du fait que vous faites quelque chose." Du côté occidental, pour finir, ne vinrent que des exigences. On attendait que la Russie dût faire ceci et cela. Il n'y avait pas d'issue à ce : L'autre-se-doit-tout-d'abord-de-bouger-son-jeu, et donc à un signe que l'on se bouge sans que cela dût être estimé comme une capitulation.

#### **Doit-il y avoir des points de rupture entre l'UE et les USA?**

**SP :** *Cela étant l'Allemagne et la France ont toujours eu une ligne quelque peu différente de celle des USA. Elles n'ont pas donné leur accord à l'entrée de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'OTAN et en 2014, elles ont misé sur une solution négociée. Comment peut-on évaluer cela? Est-ce que c'est sérieusement pensé, ou bien est-ce pensé sur une "confusion des adversaires" ?*

**FG :** Les expériences avec Trump qui s'est unilatéralement retiré sur des relations multilatérales ou bien sinon il a exercé une pression pour que l'Europe relève à 2% du PIB les dépenses d'armements, ont provoqué un point de rupture forcé entre les USA et l'UE. On fut heureux en 2020 que Biden se fît connaître de nouveau partisan du partenariat avec l'Europe. Mais j'ai éprouvé le comportement du nouveau président-US comme très ambivalent. Je pense que le parti français et le parti allemand ont foncièrement des intérêts à avancer plus fortement sur leur propre chemin, sans être être perçus du côté-US comme des lâcheurs de l'OTAN. Le dilemme, c'est de savoir jusqu'où on peut aller sur cette voie. Par ailleurs survient toujours cette crainte que Poutine n'attende qu'une fissure s'installe à l'intérieur de l'OTAN ou bien même à l'intérieur de l'UE. Cela rendrait les choses difficiles.

Dans ces derniers temps, je crois maintes fois n'avoir pas entendu l'UE, mais plutôt l'OTAN, lorsque du côté de l'UE, il s'est agi de prendre des positions. Je voudrais rappeler que tous les membres de l'UE ne sont pas synchroniques

dans l'OTAN. Cette appropriation de tous les membres de l'UE dans l'OTAN ne me plaît principalement pas. Cela engendre une certaine pression et cela restreint fortement des possibilités des membres qui n'y sont pas militairement associés. Ils ne peuvent pas agir ensuite au sens d'un centre neutre. Au plan économique, l'Autriche, par exemple, est économiquement orientée vers l'ouest, mais elle a des intérêts dans des conditions cadres pacifiques de caractère. C'est pourquoi j'en appelle au gouvernement autrichien à ce qu'il prenne encore sa neutralité au sérieux. La Finlande est toujours démilitarisée, certes, elle n'est pas neutre au sens juridiquement populaire, mais elle est libre de toute alliance [De plus elle n'a guère peur des Russes, *Ndt*]. Si la Finlande devenait membre de l'OTAN ce serait catastrophique. De ce fait ce scénario de menace serait renforcé pour la vision russe, comme il est à prévoir sur la Roumanie et la Bulgarie. Je comprends bien que plus d'un se réjouissent à présent que la lézarde, qui s'était avérée ces dernières années dans l'OTAN, s'est quelque peu colmatée complètement. Mais s'il vous plaît, non pas de manière à ce que de ce fait l'UE soit pleinement identifiée avec l'alliance militaire.

#### **Le problème de l'économie russe**

**AB :** *Je voudrais volontiers rattacher une demande aux indications de dépense d'armement que vous avez citées. Il est intéressant aussi que vous présentiez ces chiffres en dépenses d'armement par tête de pipe ou bien en rapport avec le PIB. C'est un indicateur de combien un pays peut encore s'efforcer d'investir dans les armements et quand il commence à négliger d'autres investissements. Gorbatchev, dans les années 1980, fut encore économiquement forcé à désinvestir dans l'armement, indépendamment du fait qu'intellectuellement, il y était disposée et qu'il le voulait aussi. Il ne pouvait plus maîtriser les dépenses d'armements.*

*Or cela se répète un peu plus largement à présent parce que la Russie doit investir quatre à cinq pour cent en armements, plus que l'Allemagne, à 2%. Pour un pays, qui ne vit économiquement qu'en exportant principalement des ressources et qui a un tissu productif trop faible, c'est un grand défi. Dans ces circonstances, l'armement s'oppose plus fortement à la politique sociale, et donc aux obligations sociales qui ont progressé depuis la sortie du soviétisme et constituaient une sorte de consensus interne. Poutine, en tant que tsar autocrate en fonction, garantit un standard social minimum au-dessus des exportations. Tout cela, à cause de l'armement et de la militarisation est soumis à une pression. La question se pose pour moi de savoir comment la position russe est à évaluer comme forte.*

**FG :** Nous savons tous que 50 % de la totalité des revenus de l'état russe proviennent des exportations d'énergie fossile. Il est vrai que l'on doit ici apporter une différenciation en rapport à l'exportation d'armes et donc les

20 pour cent qui viennent de la Russie. Dans ce secteur l'industrie existe foncièrement.

En dehors de l'énergie fossile, il y a encore diverses terres rares et minerais qui sont économiquement d'importance. Le comportement de la Russie, de la Chine et des USA à beaucoup à voir avec cela, de s'assurer des terres rares et d'autres gisements. Cela jouait un rôle en Afghanistan et récemment aussi au Myanmar. Sans oublier l'acaparement des terres en Amérique du sud et en Afrique. Ces éléments de la politique de ressources jouent un grand rôle.

L'unilatéralité de l'économie russe principalement dans la politique d'exportation, fait en particulier de la Russie un pays très vulnérable. Mais directement en relation avec les sanctions, qui sont en discussion à présent, il nous faut être au clair sur le fait que le peuple russe a appris à survivre, et cela déjà depuis des centaines d'années. Les marchés noirs avec des produits locaux existent encore et ils ont toujours existé.

La part des dépenses d'armement touche durement et inégalement le peuple russe. Dans cette mesure les efforts en vue d'une reconversion de l'industrie d'armement en industrie civile serait une bénédiction spécialement pour le peuple russe. La question demeure de savoir avec quel sérieux la transformation de l'économie en Russie est orientée sur l'écologie et la durabilité. Ce sont encore des interrogations ouvertes.

### **Les lignes de conflits à l'intérieur de l'Ukraine**

**AB :** *J'ai une deuxième demande au sujet de la ligne d'escalade, en partant des années 1990, que vous avez précédemment indiquée. En m'y référant j'examinerais volontiers plus précisément Poutine parce que j'ai encore en mémoire son discours de 2001 au Bundestag allemand. J'y ai écouté alors un tout autre Poutine, que celui qu'on perçoit aujourd'hui. On devrait aussi s'interroger sur le plan psychologique pour savoir ce qui s'est passé, quelle aigreur il a ressenti dans ces circonstances pour en arriver à agir comme il le fait aujourd'hui. Vingt ans ont passé depuis et j'ai l'impression d'avoir deux personnes différentes devant moi que je ne peux plus mettre en accord.*

*L'accord de Minsk a développé d'une certaine manière une solution sous la forme que l'Ukraine est quelque chose comme une fédération décentralisée. Les régions du Donetsk et de Lougansk ont obtenu l'autonomie et deviennent en tant que telles analogues au sud-Tyrol dirigées en pouvant développer leur culture propre, leur langue propre, leur force économique propre. D'autre part, l'autre côté de l'Ukraine s'oriente plus largement dans une autre direction. Cela étant, comme nous le savons, qui n'est jamais devenue une réalité.*

*Quelle partie ont joué en cela ces problèmes ukrainiens internes ? Nous avons déjà circonscrit comment cette société est déchirée et comment elle est malade de ses*

*propres contradictions. Quelle part a pris éventuellement l'influence russe là-dedans ?*

**FG :** C'est un grand champ de problèmes. Je voudrais renvoyer ici à deux états de fait qui se rattachent l'un à l'autre: le problème de la **corruption**, **spécialement dans le système judiciaire**, et le problème de l'**économie des oligarques**. Prenez, Porochenko, l'oligarque du chocolat, et Ianoukovytch, celui qui s'est totalement relié à la ligne russe et qui était au pouvoir peu de temps avant la signature du traité avec la Russie. Et pendant ce temps, la population manifestait sur la place de Majdan et disait: "l'UE, pas la Russie!" Les oligarques gouvernent la politique et on sait qu'ils étaient fortement polarisés sur la Russie. Ils prenaient encore leurs relations et références au temps des Soviets et n'ont guère beaucoup d'intérêts à les perdre. Or c'eût été la conséquence si l'on avait dû construire de nouvelles relations commerciales avec l'ouest, avec des produits qui ne sont peut-être pas tant que cela estimés quant à leurs qualités. Il y a une différence, à coup sûr, mais la question c'est de savoir si un chef de gouvernement est capable de se libérer de la prison de l'oligarchie?

Zelensky, dont la campagne électorale fut du reste financée par un oligarque, un banquier, a déclaré, dans l'ivresse de la victoire, qu'il voudrait s'efforcer de libérer l'est de l'Ukraine. Avant tout là où les séparatistes étaient actifs, avec une supervision de l'OSCE. Au début l'un ou l'autre y a gagné quelque chose, par exemple, il y eut des échanges de prisonniers. Je pensais que c'était un bon début. Mais dans son euphorie, Zelensky a déclaré comme objectif l'entrée dans l'UE et l'OTAN. Or, cette fixation est un problème gigantesque, je trouve. Zelensky a commencé à avoir d'autres problèmes encore. Lorsqu'il voulut liquider la corruption, il dut aller, à partir de raisons déterminées, en direction d'une nationalisation des banques. Or cela concernait aussi la banque de son bienfaiteur. Ses oligarques disposent d'armées privées. Ils encouragent des milices patriotiques pour le cas où on en arrive à des actions militaires quelconques. En définitive ce sont des armées privées, comme les propriétaires de latifundia au Brésil. Cela a mené à diverses ruptures à l'intérieur de la communauté des oligarques. Des réserves se sont formées jusqu'à une résistance contre Zelensky.

Par conséquent, La scission au sein de la société, dont il est question, n'a pas pour cause première des problèmes de langue ou de culture. Lors des sondages, presque 90 % des Ukrainiens ont dit qu'ils utilisaient quotidiennement le russe, et presque 90 % ont répondu qu'ils parlaient ukrainien. Parce qu'il étaient bilingues et même encore depuis l'époque soviétique!

L'histoire du génocide, que Poutine mentionne, et quand il prétend que les Ukrainiens voulaient éteindre toute la culture, c'est un absurde non-sens. Ce qui se produit maintenant a pour objectif de faire disparaître la culture et la langue ukrainiennes. Ainsi comme cela est déjà arrivé une fois sous Staline, et certes avec toutes les langues

## Friedrich Glasl : Modèle graduel d'escalade conflictuelle

### 1. Niveau (gagnant-gagnant : Tout est encore ouvert)

#### Stade 1 — Durcissement

Des conflits débutent par des tensions, par exemple, heurts d'opinions. C'est journalier et ce n'est pas perçu comme un début de conflit.

#### Stade 2 — Débats, polémique

À partir d'ici les partenaires réfléchissent sur les stratégies de partenaires conflictuels, pour convaincre autrui à partir de leurs arguments. On veut mettre l'autre sous pression. Il en naît un penser dualiste noir-blanc.

#### Stade 3 — Des actes au lieu des paroles

Les partenaires conflictuels majorent réciproquement la pression sur autrui, pour s'imposer sur autrui ou imposer leur propre opinion. Il n'y a plus de communication verbale. L'empathie pour « autrui » est perdue.

### 2. Niveau (gagnant et perdant)

#### Stade 4 — Coalitions, images

Le conflit s'aggrave du fait qu'on recherche des sympathisants à sa cause. Étant donné que l'on croit avoir raison, on peut dénoncer l'opposant. Il ne s'agit plus de la cause, mais au contraire de gagner le conflit afin de perdre l'opposant.

#### Stade 5 — Perte de la face

L'adversaire doit être anéanti dans son identité par toutes les imputations possibles ou autres choses semblables. La perte de confiance est alors totale. La perte de face signifie dans ce sens une perte de toute crédibilité morale.

#### Stade 6 — Stratégies de menace

Les parties en conflit tentent par des menaces de contrôler absolument la situation. Celle-ci est censée illustrer votre propre pouvoir. Ici les proportions décident quant à la crédibilité de la menace.

### Niveau 3 (perdant-perdant)

#### Stade 7 — (Coups) d'annihilation limités

Ici l'adversaire est censé être endommagé par toutes les astuces sensibles. À partir d'ici, un dommage personnel limité est déjà considéré comme un gain.

#### Stade 8 — Fracasement

Le système de soutien de l'opposant doit être détruit par des actions d'anéantissement.

#### Stade 9 — Plonger ensemble dans l'abîme

À partir d'ici on calcule son propre anéantissement afin de vaincre l'adversaire.

et cultures possibles. Le motif du clivage était la question: Combien d'affinités les gens ont-ils, sur la base d'autant d'années de domination soviétique à l'égard du côté est?

Malheureusement il y eut aussi un renforcement religieux. Il y eut et il y a toujours une querelle entre les Églises orthodoxes russe et ukrainienne qui se joue aussi en Ukraine. Une certaine partie est russe-orthodoxe, et une autre ukrainienne-orthodoxe. La question était de savoir, entre autres, si l'Église russe-orthodoxe ou celle ukrainienne-orthodoxe, rentre en possession de certains biens religieux, qu'elles ont, en leur temps perdus par nationalisation ou expropriation.

*SP : S'il n'y avait pas eu d'immixtion de la Russie, les Ukrainiens eussent-ils pu clarifier leurs conflits intérieurs?*

Péniblement. J'éprouve combien il est difficile dans les états post-soviétiques d'apprendre à faire des pas en direction d'une démocratie. Ils ont une difficulté énorme à trouver un chemin avec le jeu d'interactions entre le gouvernement et l'opposition.

### L'économie oligarchique

J'ai vécu en Géorgie comment le président Zviad Gamsakhourdia fut élu lors du premier vote démocratique. Avec un système fédéral, constitué à partir de 5 partis, dans une élection qui, selon les observateurs, fut en gros correcte. Au moment où Gamsakhourdia vint au pouvoir, les anciens communistes — c'est quasiment certain — ont organisé une guerre civile et il dut s'enfuir. Lorsqu'il revint en Géorgie, deux ans après, il mourut dans des circonstances encore non élucidées. Comme sauveur de la patrie surgit alors Chevardnadzé. Lui avait été chef du KGB de Géorgie, avant de devenir le ministre russe des affaires étrangères. Il a immédiatement tout fait pour vendre des biens d'État à des prix dérisoires à ses amis et à sa famille et les gens de la nomenklatura avaient la fortune pour payer cela.

Contre Chevardnadzé, l'opposition sous Mikheil Saakachvili, a réalisé de plus en plus de voix, avant tout en luttant contre la corruption des clans familiaux. En 2004, Saakachvili fut élu président d'état. Durant sa première mandature, il put largement écartier la petite corruption, par exemple, celle des pots-de-vin chez les fonctionnaires des contributions ou des douaniers. Mais il n'est pas parvenu à restreindre la grande corruption, car il y a lui-même participé. Dans son second mandat il a de plus en plus fait montre d'un comportement d'oligarque, et donc il a excité l'opposition contre lui. Finalement, l'opposition a gagné avec un banquier géorgien qui avait fait fortune de manière propre en France, en Israël et en Russie. Il a recommencé une période de "nettoyage" et, après un certain temps, une réapparition de la corruption entraînant une opposition.

J'ai vécu quelque chose de semblable en Arménie. La Géorgie est cependant exemplaire pour la lutte des ex-

pays soviétiques : le gouvernement se sert comme si l'état était sa propriété privée de manière somptueuse et déclare l'opposition comme terroriste. Et l'opposition, en grande partie à bon droit, met en évidence que le gouvernement s'enrichit et est bel et bien corrompu. Ensuite l'opposition parvient au pouvoir, s'enrichit et elle a alors une nouvelle opposition qui est de nouveau déclarée terroriste.

J'ai vécu la même chose en Roumanie, et aussi en Ukraine avec la "princesse du pétrole" Iulia Tymochenko. À peine sortie de l'opposition pour arriver au pouvoir, elle s'enrichit.

Les Ukrainien pourraient-ils donc faire cela tout seul? Car on ne peut le faire que tout seul ! Mais il y faudrait toute sortes de soutien, nonobstant pas dans ses propres intérêts, et non pas comme un modèle d'exportation de la démocratie-US, lequel est en effet problématique quand on voit comment, à présent, la législation électorale des états est modifiée juste pour que les afro- et hispano-américains ne puissent pas voter. Il y avait même des concepts tels que celui-ci : comment peut-on soutenir dans un pays en développement — et non pas importer — une démocratie comme processus d'apprentissage? On n'y est finalement pas parvenu.

### L'Ukraine déçue par l'UE

L'UE aussi à offert un soutien à l'Ukraine, mais finalement elle l'a laissé tomber. L'Ukraine était hautement endettée et la Russie avait promis d'accommoder l'Ukraine par un allègement de la dette. Dans l'accord d'association négocié en même temps avec l'UE, les membres de l'UE n'ont proposé aucune alternative à l'aide financière russe. Cela a jeté de l'huile sur le feu de ceux qui disaient à l'époque : Rapprochons-nous de la Russie et non pas de l'UE, qui ne cesse de réclamer des réformes juridiques et la lutte contre la corruption. L'Ukraine n'était pas encore sur la voie de surmonter la corruption, pour correspondre aux critères juridico-politique d'adhésion à l'Europe.

### Le système Poutine

**SP** : *Le problème des oligarques semble être typique, en effet, de l'état post-soviétique, le phénomène existe aussi en Russie. Poutine a cependant trouvé une combine pour dompter ces oligarques. On tombe de temps en temps en disgrâce, mais cela n'entraîne pas de changement de gouvernement. Poutine semble planer au-dessus de ses oligarques et peut manifester les mater.*

**FG** : La corruption en Russie prend d'autres dimensions que dans les autres états post-soviétiques. Dans ces circonstances il y a des structures mafieuses, qui sont largement plus criminelles que dans les autres états post-soviétiques. Un exemple : Un boulanger suisse modernisa et proposa ses anciennes installations en Russie — non pas en simple cadeau, mais plutôt en stipulant contrac-

tuellement que dix pour cent de la production dût être distribuée gratuitement aux sans-abri. Après quelque temps, deux messieurs survinrent dans la boulangerie qui déclarèrent que le boulanger devait leur vendre la boulangerie, sinon il se passerait quelque chose comme un accident... Après que quelque chose fut réellement arrivé, les héritiers vendirent à des conditions favorables. Les transports en poids lourds au travers de la Russie doivent être effectués en convois qui sont stationnés de nuit en formant des barricades. Un ou deux hommes armés veillent, sinon ils sont dérobés. Poutine ne parvient toujours pas depuis longtemps à mettre la main sur le système mafieux de protection de l'argent.

**SP** : *Diriez-vous que le système Poutine c'est le chemin de la Russie vers la démocratie ou bien c'est un obstacle pour elle sur cette voie?*

**FG** : Quelque chose a changé. Au début, le modèle de démocratie dirigée ressemblait à une transition pour apprendre de plus en plus à quoi ressemble l'autogestion. Mais je suis d'avis qu'il a été corrompu entre temps par le pouvoir qui lui a été conféré. Cela s'est révélé entre autre dans le jeu entre la fonction de président et celle de ministre-président et le prolongement de la mandature. Certes, il y a des élections, mais Staline est souvent cité lequel est censé avoir dit: "L'élection est gagnée par celui qui compte les bulletins de vote."

Comment vont de tels pays autour d'un tel processus de développement ? Sans un soutien pour réellement mobiliser ses propres ressources, ça ne va pas. Mais pas en tenant en laisse comme dans d'autres pays.

### Sortir de l'impasse du conflit

**AB** : *Si nous utilisons votre typologie de conflit sur cette escalade, quelle voies évolutives pourraient en résulter ? Admettons que Poutine agisse avec une froide logique, parce qu'il croit que par les négociations et une intervention limitée comme en Crimée, la sphère d'influence de la Russie ne peut plus guère s'élargir. De sorte qu'il doit agir plus massivement et sortir du conflit froid qui est encore maîtrisable et circonscrit et rentrer dans un conflit plus chaud. Ici la question se pose: A quel point le calcul fait avec l'autre partie est-il bon ? A-t-il intégré ce qui peut se passer maintenant en sanctions et escalades, y compris pour son propre pays? Ou bien a-t-il fait possiblement un mauvais calcul ?*

**FG** : Ou alors, cela ne figure pas du tout dans ses calculs ! ce qui serait le pire.

J'ai récemment entendu dire à la télévision allemande par quelqu'un qui connaît bien la situation, que pour Poutine, son peuple lui est égal. Aussi à cause de la capacité de souffrance intrinsèque à celui-ci, dont nous parlâmes tout à l'heure! Si cela ne dure pas éternellement, de sorte qu'une révolte pourrait éclater contre lui, la population pourrait le supporter au moins pendant un cer-

tain temps. Le méchant, c'est de toute façon l'Occident, et la Russie ne serait comme toujours qu'une victime. En attendant, je pense que le calcul de la souffrance du peuple russe n'est pas très important pour Poutine. Ce qui compte, c'est de savoir si les oligarques se rendent compte qu'ils sont en train de se faire voler la vedette. La majorité des investisseurs russes sont en Autriche — après l'Allemagne. Cela touche les oligarques, pas encore le peuple.

Selon ma théorie de l'escalade, il y a déjà une guerre à l'est de l'Ukraine depuis 2014, quand bien même localement limitée aussi. C'est une guerre si l'on remarquait consciemment ce que les gens là-bas ont vécu. Malheureusement on ne le percevait pas car ce "n'était que" régional. La question c'était de savoir si l'arène de la guerre dût s'étendre.

J'ai évalué cela ainsi jusqu'à il y a une semaine encore, à savoir qu'on, n'en arriverait pas à une guerre "réelle" autour de l'Ukraine. Depuis l'invasion je dois relativiser cela. Mais à partir de la vision russe, c'est toujours et encore un relèvement du potentiel de menace. Je pars du fait que Poutine n'est pas au clair sur ce qu'il en est en Ukraine et qu'il en va là autrement qu'en Biélorussie avec Loukachenko, lequel peut être manipulé comme une marionnette. Ce ne sera pas possible de faire ainsi sans plus en Ukraine, car une conquête c'est une chose, mais maintenir l'occupation d'un pays entier c'en est une autre.

Je suis toujours convaincu que cette guerre — et dans ma théorie c'est celle du stade 7 [voir, page 7, *ndt*] — du type limité, quand bien même de terribles dommages sont infligés par l'adversaire pour donner du poids à ses exigences. Il ne s'agit pas d'une destruction totale de l'Ukraine. Lorsque beaucoup de choses partent de travers, on peut malheureusement en venir à cela. Mais j'estime encore que cela ne repose pas dans les intentions de Poutine. Il veut être pris au sérieux. Enfin de compte, il s'agit pour lui d'exigences adressées à l'OTAN.

### Perspective de neutralité et de démilitarisation

Il a en premier lieu un intérêt dans la démilitarisation de l'Ukraine. Pourquoi cette solution ne doit-elle pas être la même que celle appliquée en Autriche en 1955 ? Ainsi nous sommes-nous débarrassés des quatre puissances occupantes à l'époque. Ce furent dix ans de négociations coriaces. Une impasse après l'autre a dû être résolue lors des négociations. Avec le concept de mise en neutralité, selon le concept suisse, ce fut finalement possible. Ce qui ne s'appelait pas une "démilitarisation" car l'Autriche, comme la Suisse, dût être armée pour être capable de défendre son territoire. Poutine a déclaré avant-hier que la solution pût consister dans le fait que l'Ukraine soit un pays neutre et démilitarisé.

Comme avant, je pense que la voie — si les armes devaient s'apaiser et le désastre n'être pas encore complet — pourrait aller en direction d'une neutralité [à la "Suisse",

donc, *ndt*]. Pour une Autriche, ce n'est pas pour moi une idée sottise ou erronée. Willy Brandt, en tant que Chancelier fédéral, avait réfléchi quant à savoir si l'idée de neutralité pour l'Allemagne ne fût pas non plus une condition en arriver à discuter de la réunification.

Il nous faut naturellement revoir de neuf la situation actuelle. La communauté d'appartenance à l'OTAN n'est pas une solution pour l'Ukraine dans cette perspective. Une appartenance à l'UE par contre serait possible, mais en tant qu'état neutre. C'est pourquoi je trouve extrêmement impolitique, que les officiels dans l'UE ne s'expriment pas de plus en plus dans ce sens, c'est comme si l'UE était identique à l'OTAN.<sup>1</sup> C'est important pour moi de bien montrer qu'il y a dans l'UE des pays qui ne sont pas dans l'OTAN. C'est une vertu ! Il est important de ne pas exercer sur les membres de l'UE une pression de conformité telle qu'elle dût en venir à marcher au même pas que l'OTAN.

### Dans les mocassins d'autrui

**AB :** *Ensuite on devrait bien entendu donner des garanties aussi à la Russie, cela en fait simplement partie. Il faut inclure cela dans la réflexion.*

*Parce que vous avez parlé de Willy Brandt: la symptomatologie que nous éprouvons directement consiste à ce que tout y est encore pensé en terme de conflits et seuls les prochains tour de vis sont seulement planifiés qui doivent être faits. Dans le développement organisationnel, ou bien dans le management des universités, lorsqu'on se trouve en confrontation constante avec ses "chers" [ndt] collègues, on apprend rapidement à se poser la question: Comment sortir du scénario de la querelle, pour en arriver de nouveau à une solution?*

*Je sais que les auteurs anthroposophiques ont sans cesse lorgné de manière critique sur Willy Brandt et Egon Bahr, parce qu'ils étaient trop à gauche et pas suffisamment autonomes, mais associés au bloc occidental. Mais pourtant, ils ont mené à leur époque réellement une bonne politique. Il y a lisiblement, selon moi, une impulsion chez Egon Bahr, et du côté russe chez Valentin Falin (l'ambassadeur russe de l'URSS à Bonn), du fait qu'ils étaient toujours unis pour considérer le conflit avec les yeux d'autrui. Ils ont fait de cette vertu un jeu routinier : lorsque je propose quelque chose à partir de ma vision, je réfléchis aussitôt simultanément à la manière dont elle est à évaluer pour l'autre parti. Comment celui-ci peut-il s'y prendre avec cela? Bahr et Falin ont joué ce jeu de manière permanente. Quand ils ne pouvaient pas aller plus loin, ils inversaient les rôles : Vous me dites, Monsieur Bahr, pourquoi la Russie ne peut pas signer et je vous dis, pourquoi l'Allemagne ne peut pas signer. Ainsi apprend-on à se mettre dans les mocassins d'autrui et à*

1 La raison peut en être trouvée dans une obéissance inconditionnelle (de la France et de l'Allemagne) à l'Amérique du Nord, vraie et seule cheffe de l'OTAN, par le truchement, entre autres de la Trilatérale.  
*Ndt*

éclairer le problème ainsi des divers côtés. Je regrette momentanément l'absence de cette technique.

Voyez-vous un point de départ permettant d'entrer dans cette technique pour repenser la situation et ne pas seulement laisser monter la spirale de l'escalade?

**FG** : Je reviens sur les membres de l'UE qui ne sont pas intégrés dans l'OTAN. Ces pays doivent devenir actifs, il ne devrait pas fléchir à la pression. Ce que vous dites, c'est le principe fondamental de tout dialogue. Comprendre au moins autrui, ne signifie pas encore être d'accord avec lui. Rudolf Steiner appelle déjà dans la *Philosophie de la liberté*, la maxime de l'homme libre: "*Vivre dans l'amour de l'action et laisser libre dans la compréhension du vouloir d'autrui.*" Sans la compréhension de la volonté d'autrui, cela ne marche pas. Il n'importe pas de dire: Ne sois donc pas un *Poutine-Versteher* ! [C'est-à-dire: "Ne sois donc pas quelqu'un qui comprend Poutine.", *ndt*] or je suis aussi quelqu'un qui comprend Biden, qui comprend Stoltenberg. On n'est pas en droit de lancer un tel reproche à quelqu'un qui tente de chausser les mocassins d'autrui. Une telle attitude se perd, il est vrai toujours, dans la polarisation qui alimente l'escalade. Les partis de fond des conflits ne créent pas cela. Cela peut seulement arrivé professionnellement par les bons offices des autres, lesquels sont, par exemple, des membres de l'UE, mais pas membres de l'OTAN.

Nous avons éprouvé cela dans l'histoire. La Finlande profiterait de cela et devrait avoir des intérêts en cela. Le précédent ministre-président finnois avait été très actif dans les conflits internationaux. Les Finnois doivent sortir de leur rôle de spectateurs et ne devraient pas se laisser accaparer par les membres de l'OTAN [Ces jours-ci (Pâques 2022) en entend les voix des partisans finnois de l'adhésion à l'OTAN! *ndt*] Ensuite c'est quelque chose de possible dans des formats tels que ceux qui ont eu lieu et ont été adaptés entre l'Égypte et Israël par Carter. Ce serait aussi possible si des diplomates, comme les prix Nobel de la paix, disaient: avant que le monde ne soit totalement démoli (*kaputtgemacht*), bougeons-nous !

### Reformation de blocs comme solution ?

**SP** : *Le problème, dans la situation actuelle peut-être, ne provient-il pas du fait que nous n'avons plus de confrontation entre deux bloc ? Avant, dans la guerre froide, c'était clair : nous sommes ici, et là-bas sont les autres. Ce sont ceux-là dans lesquels je dois me transposer pour résoudre l'opposition. Aujourd'hui, la conscience de nous trouver dans une confrontation de blocs n'existe plus. Or nous sommes tous de petits amours états et nous devons nous unir contre la Russie. Serait-ce là une issue temporaire de nous remettre dans une confrontation de blocs pour remettre en marche le mécanisme du "nous sommes ici, les autres sont là-bas" et apprendre à faire avec?*

**FG** : Qui serait donc quel Bloc ? L'UE, vous dites, n'est pas le bloc, l'OTAN ne l'est pas non plus, les USA en soi non plus.

Il est évident que Poutine n'a jamais cessé de voir l'UE comme une marionnette des USA. Où reste donc la véritable position de la *Mitteleuropa*<sup>2</sup> ? — Ce n'est guère l'UE — à savoir une force vertueuse qui, à l'encontre de la polarisation, est capable de restaurer sans cesse des ouvertures et de construire des ponts ? Cela fait bien longtemps que le démon de la polarisation est à l'œuvre au niveau mondial et il est devenu plus permissif à travailler sur des scénarios de menaces. Dans l'époque d'après 1990, au moment où l'on se mit à réfléchir sur une nouvelle architecture de sécurité, il en était autrement. Il y avait alors une atmosphère de défrichage. À présent cela a pleinement capoté.

Je ne pense aucun bien d'une formation de bloc, à moins qu'il naisse un bloc des neutres et des démilitarisés qui se comprennent comme une vertu/force. En cela la Suisse eût un rôle important à jouer en tant que non-membre de l'UE. Avec l'Autriche comme membre de l'UE, mais neutre et la Finlande, démilitarisée, mais pas neutre, il en résulterait un mélange intéressant. Avec cela on pourrait commencer quelque chose.

J'ai renoncé à m'appuyer sur le poids moral des princes des Églises. Le pape François a certes déclaré et fait de grandes choses, mais Poutine ne l'écoute guère<sup>3</sup>. Le patriarche de Moscou est un employé du Kremlin, quant à celui de l'Ukraine orthodoxe, il est trop proche des systèmes politiques de l'Ukraine. C'est pourquoi je n'attends rien du conseil des Églises en tant qu'instance morale. Sur le Dalai lama je n'entends guère de choses de ce genre.

Ce qui pourrait aider aussi ce serait un groupe informel d'ex-prix Nobel de la paix. Ils pourraient quasiment passer pour la conscience morale du monde. Cela sonne peut-être quelque peu comme un rechampi ou de manière pathétique, mais cela a agi en mainte situation.

**AB** : *Si l'on se représentait les sanctions qui sont dans l'air [et désormais en vigueur, ndt] dans la toute puissance de leur effet et qu'on coupât les livraisons de gaz et condamât la Russie à souffrir, alors dans ces circonstances on retomberait dans une confrontation de bloc, parce qu'ainsi on pousserait Poutine dans les bras des Chinois. Il doit vendre ses ressources. On aurait alors ce que Biden, et le cas échéant les USA, redoutent, à savoir qu'il en naîtrait finalement un bloc dangereux Russie-Chine et avec cela une UE qui n'est pas définie. Cela pourrait être une constellation qui nous tiendrait à la maison dans les*

2 Je me garderai bien de traduire ce terme en français ; d'abord par respect de la diversité des concepts des auteurs allemands et surtout parce qu'actuellement, si je fais une synthèse de ce que j'ai lu (et tenté de traduire en français) à ce propos, je suis toujours totalement incapable d'en tracer les frontières spirituelles : une simple constatation, par exemple : Rudolf Steiner, à côté de sa *Philosophie de la liberté*, a laissé deux traces évidentes européennes de son passage dans cette vallée de larmes qu'est le monde : la colline (du Graal?) à Dornach et la *Dreigliederung* à Stuttgart: tous deux situés à l'ouest de la *Mitteleuropa*, me semble-t-il ? *Ndt*

3 Staline, lui, posait encore la question : "*le pape? Combien de divisions ? (voir à y intégrer tous les sens de ce terme, ndt)*" . *Ndt*

*proches années qui viennent. Quelle serait le rôle de l'Europe dans cette nouvelle constellation? Jusqu'à présent nous fûmes toujours au centre des conflits, mais un centre impuissant, et maintenant nous sommes en marge. Est-ce qu'il y a une chance pour les pays au cœur de l'Europe, la France, l'Allemagne et la Pologne [L'axe Paris-Berlin-Varsovie, ndt] de se ressaisir et de se repenser pour s'interroger sur ce qui constitue l'Europe dans une telle constellation?*<sup>4</sup>

Que la Russie soit poussée vers la Chine, c'est totalement clair. Mais ce ne peut être une situation durable. Je vois non seulement avec scepticisme, les chances d'une action de désescalade par la formation de bloc, mais aussi parce que je la refuse. Car la dynamique de blocs conduit à penser en ami-ennemi et au problème de savoir qui s'assied entre deux chaises ou en marge? Je mise encore et toujours sur l'OSCE. La Russie y est encore et toujours un membre actif et le principe du consensus n'a pas encore été mésusé dans ce cadre par elle. Je compte sur de vraies initiatives de ceux qui ne veulent pas appartenir aux groupes polarisés. Il y aurait là un espace de dialogue à ouvrir. Les opposants pleinement brouillés et rendus ennemis ne peuvent absolument pas sortir de ces forces, c'est sûr, pour autant dire. Mais il doit y avoir une issue pour en sortir! Une occupation dans les 20 ans à venir et une guerre froide, sous l'épée de Damoclès des armes atomiques, ne peut pas être une solution durable.

On doit rechercher le dialogue et cela ne doit plus se passer comme ce qui s'est toujours passé lorsqu'un conflit entame une escalade, pour préciser lorsque le dialogue est rompu. Précisément alors c'est plus de dialogue qu'il faut! Or cela ne peut survenir que par la médiation des autres, qui ne participent pas à cette escalade et qui ne sont pas non plus dirigistes. Il faut un concept de neutralité

**Sozialimpulse 1/2022.**

(Traduction Daniel Kmiecik)

**Friedrich Glasl** : né en 1941 à Vienne. Formation comme typographe, ensuite étude de politologie à Vienne. Conseiller et formateur dans le développement d'entreprise, le management des conflits en économie, administration et culture, ainsi que la gestion des conflits ethniques en Arménie, Brésil, Finlande, Géorgie, Croatie, Pays-Bas, Irlande du Nord, Suède, Russie, Afrique du Sud. Il enseigne à l'université de Salzbourg, à la haute école des sciences appliquées de Zurich. — Étude de politologie à Vienne : Thèse de doctorat en 1967 sur le thème de la prévention des conflits internationaux. Professionnellement actif pour l'UNESCO, dans la gestion de la ville de Linz, dans l'imprimerie et l'édition et en tant qu'assistant de la régie d'un cabaret-théâtre. En 1966, il émigre en Hollande. De 1967 à 1985, actif au NPI (Institut du développement organisationnel) fondé par Bernard Lieve-

goed) dans le conseil d'entreprise, recherche et enseignement. En 1983, il passe l'habilitation à diriger des recherches dans le domaine de l'organisation sociale (*Bergische Universität* de Wuppertal). En 1985 retour en Autriche. Secrétaire de la branche autrichienne de l'organisation de la paix "*Service Civil International*". Dans ce cadre il a organisé des *Workscamps* pour la rencontre de gens des deux côtés du rideau de fer, par exemple en Hongrie et dans le *Waldviertel* autrichien. Cofondateur du Conseil en développement *Trigon* et maître de conférence en développement organisationnel (Université de Salzbourg, actuellement professeur en visite auprès de l'Université de Tbilissi, Géorgie).

4 Dans ce cas la solution pour l'Europe est peut-être de copier sérieusement les Amish, si chers au cœur de notre président du Grosland... Ndt